

Arnaud MARTIN
Né le 25 juin 1964 à Bordeaux
Nationalité française
Marié, quatre enfants

Résidence Lavalance, bât. C1 app. 36
110, rue Pasteur
33200 Bordeaux
tél. : +33 5 33 48 44 00
tél. cellulaire : +33 6 46 16 35 03
arnaud.martin@mac.com

Université de Bordeaux
Pôle juridique et judiciaire
CERCCLÉ
4, rue du Maréchal Joffre - CS 61752
33075 Bordeaux cedex
tél. : +33 5 56 84 65 15
arnaud.martin@u-bordeaux.fr

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

Université Montesquieu - Bordeaux IV

2003 : Habilitation à diriger des recherches, soutenue le 19 septembre 2003 devant un jury composé de M. le Professeur Pierre Bon (président du jury), M. le Professeur Alioune Fall, M. le Professeur Dmitri Georges Lavroff, M. le Professeur Ferdinand Mélin-Soucramanien et Mme le Professeur Marie-Claire Ponthoreau.

Université de Bordeaux I

1994 : Doctorat en droit, thèse sur *Le président des assemblées parlementaires sous la V^e République*, soutenue le 19 novembre 1994 devant un jury composé de M. le Doyen Dominique Breillat, M. le Professeur Jean-Claude Colliard, M. le Professeur Jean-Pierre Duprat, M. le Professeur Dmitri Georges Lavroff (directeur de recherches, président du jury) et M. le Professeur Jean-Pierre Machelon, mention très honorable avec les félicitations du jury.

1990 : Diplôme d'études approfondies de droit public.

1989 : Diplôme d'études approfondies d'analyse politique comparée.

1988 : Maîtrise de droit public.

1987 : Licence en droit.

SITUATION STATUTAIRE

1997-... : Maître de conférences en droit public (Université de Bordeaux).
Promotion à la hors-classe (2012).

1993-1997 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université de Poitiers).

ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION ET RESPONSABILITÉS COLLECTIVES

2017-... : Responsable du parcours droit public en 3^e année de licence en droit (centre universitaire d'Agen).

2008-2016 : Membre du jury des concours externe et interne d'inspecteur du travail.

2013-2016 : Membre du jury d'examen du diplôme national de conseiller funéraire.

2014-2016 : Responsable pédagogique du master *Droit public et science politique - dynamiques africaines* (MIDAF) (partenariat Université de Bordeaux / Sciences Po Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne).

2012-2014 : Co-responsable du parcours *Gestion des risques dans les pays du Sud* du master *Affaires internationales et européennes* (partenariat Université de Bordeaux / Sciences Po Bordeaux).

2010 : Membre du Comité de sélection pour le concours de maître de conférences en droit public de l'Université Montesquieu - Bordeaux IV.

2003-2008 : Membre du conseil scientifique de l'Université Montesquieu - Bordeaux IV.

2000-2008 : Membre titulaire, puis suppléant, de la commission des spécialistes de droit public de l'Université Montesquieu - Bordeaux IV.

2000-2008 : Membre titulaire et vice-président de la commission des spécialistes de science politique de l'Université Montesquieu - Bordeaux IV.

2000-2008 : Membre titulaire de la commission des spécialistes de droit public de l'Université de Perpignan.

1998-2004 : Secrétaire général du Centre d'études et de recherches sur l'Espagne et le monde ibérique.

2000-2004 : Membre du bureau directeur de l'UMR *Temiber* (CNRS, UMR n° 5134).

2004 : Rapport d'évaluation de projets de recherches dans le cadre du Comité ECOS-Sud (Évaluation - Orientation de la Coopération scientifique).

1998-2004 : Secrétaire général du Centre d'études et de recherches sur l'Espagne et le monde ibérique.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Année en cours

Cours de droit constitutionnel, première année de licence d'AES (2010-...).

Cours de droit budgétaire, troisième année de licence en droit (2008-...).

Cours de droit fiscal, troisième année de licence en droit (2007-...).

Cours d'histoire des idées politiques, première année de licence en droit (2001-...).

Cours d'histoire des idées politiques, première année de licence d'AES (1999-2002, 2011-...).

Années antérieures

Cours de droit constitutionnel comparé, seconde année de master de droit public, Universidad Externado de Colombia, Bogota (2017).

Cours de systèmes constitutionnels en Afrique, seconde année de Master MIDAF (2015-2016).

Cours de droit administratif, deuxième année de licence d'AES (1999-2000).

Cours de droit administratif, première année de capacité en droit (2010-2013).

Cours de droit administratif spécial, seconde année de capacité en droit (1998-2010).

Cours de droit fiscal, première année de master d'AES (1999-2004).

Cours de droit et politiques de l'aménagement du territoire, Institut EGID, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3.

Cours de droit public, troisième année de licence, Institut EGID, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3.

Cours de droit public au personnel IATOS, préparation aux concours internes (1997-1998).

Cours de finances publiques, maîtrise d'AES (2008-2009).

Cours d'histoire de la pensée politique occidentale, première année de master de science politique (2003-2007, 2008-2009).

Cours d'institutions administratives, première année de licence en droit (2007-2009).

Cours d'institutions économiques internationales, première année de licence d'AES (1997-2003).

Cours d'institutions économiques internationales, première année de licence de science économique (2001-2002).

Cours de science politique, première année de licence d'AES (2006-2007).

Cours de société française contemporaine, première année de licence d'AES (2003-2007).

Cours de systèmes politiques des pays ibériques, première année de master de science politique (2006-2011).

Cours de théorie de l'État, seconde année de master de science politique (2006-2007).

Monitorat de droit administratif spécial, seconde année de capacité en droit (1998-2010).

Séminaire de mutations institutionnelles des pays ibériques, seconde année de master de science politique (2005-2007).

Travaux dirigés de droit administratif, deuxième année de licence d'AES (1997-1998, 1999-2000).

Travaux dirigés de droit administratif, troisième année de licence d'AES (1997-1998).

Travaux dirigés de droit constitutionnel, première année de licence en droit (1993-1997, 1999-2003, 2004-2011).

Travaux dirigés de droit public, première année de licence d'AES (1993-1994).

Travaux dirigés de finances publiques, deuxième année de licence en droit (1994-1995).

APPARTENANCE À DES ÉQUIPES DE RECHERCHES

Année en cours

Membre du Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'État (CERCCLÉ - EA 7436), de l'Université de Bordeaux (2004-...).

Années antérieures

Membre du Centre d'études et de recherches sur l'Espagne et le monde ibérique (1990-2004).

Membre associé de l'UMR *Temiber* (CNRS, UMR n° 5134) (1998-2004).

APPARTENANCE À DES RÉSEAUX DE RECHERCHES

Membre du conseil académique consultatif du Centre d'études constitutionnelles de l'Université de Talca (Chili) (2004-...).

Membre du comité de pilotage de l'équipe bordelaise de recherches associée au projet de recherches triennal (2012-2014) dirigé par le professeur Ghislain Otis, de l'Université d'Ottawa : « Nouvelles figures de l'État de droit ; légitimation du pouvoir et du droit par le dialogue des cultures juridiques », dans le cadre de

l'Agence universitaire de la Francophonie ; chargé du thème du dialogue des cultures juridiques en Afrique centrale.

APPARTENANCE À DES ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES

Membre de l'Association française de droit constitutionnel (1993-...).

Membre de la *Latin American Studies Association* (2010-...).

Membre de l'Institut ibéro-américain de droit constitutionnel - Section française (2016-...).

Membre de l'Association française des historiens des idées politiques (2013-...).

ACTIVITÉS D'ENCADREMENT DE RECHERCHES

Directions de thèses de doctorat

Sonia Habia, *L'émergence des partenariats public-privé dans le développement de l'agriculture en Afrique* (2018-...)

El Maamoun Fikri, *L'opérationnalisation de la Constitution marocaine de 2011 : entre réalités, défis et perspectives* (2017-...)

Aline Lemos, *La fourniture de médicaments par l'État Brésilien et la lutte contre la pauvreté* (2017-...)

Louis Ha-Thi, *L'évaluation des politiques publiques et les fonctions du Parlement français* (2017-...)

Valentin Lesfauries, *Élection présidentielle et transition démocratique en Afrique : étude comparative des cas ivoirien, béninois et guinéen* (2015-...)

Dominique Ratovonavalona, « L'indépendance de la Haute cour constitutionnelle de Madagascar » (2015-...)

Mohamed Awidan, *Le cadre constitutionnel des droits et des libertés dans la phase de marche vers la démocratie : étude comparative des cas tunisien et égyptien* (2015-...)

Léna Diop, *Bonne gouvernance et effectivité de la norme constitutionnelle en Afrique : étude comparative des modèles cap-verdien, sénégalais et burkinabè* (2014-...)

Sirinaira Razafindramanitra, *Les constitutions transitoires à Madagascar* (2014-...)

Manuel Nabais Ramos, *Le gouverneur civil au Portugal*, thèse soutenue le 23 novembre 2012, mention très honorable.

Laurent Juillet, *L'évolution institutionnelle du conseil européen : l'affirmation d'une identité politique et juridique originale*, thèse de doctorat en droit mention *doctor europeus* préparée en cotutelle à l'Université Montesquieu - Bordeaux IV et à l'Université de Salamanque (codirecteur : Pr. Gurutz Jauregui Bereciartu), soutenue le 22 mai 2009 à l'Université de Salamanque ; mention très honorable avec les félicitations du jury (doctorat français), *sobresaliente cum laude* (doctorat espagnol).

Participation à des jurys de thèse

Felipe Calderón Valencia, *Le contrôle a posteriori de la constitutionnalité des lois en droit français et colombien*, Université Paris 2 Panthéon-Sorbonne, 12 juillet 2016 (rapporteur).

Diesteffany Gil Machado Leão Torres, *Les particularités juridiques de la souveraineté de la coprincipauté d'Andorre*, Université de Toulouse 1 Capitole, 14 mars 2016 (rapporteur).

Mrani Moulay Rachid, *Le wahhabisme et le chiisme duodécimain : origines et conséquences d'une crise au sein de l'islam*, Université Toulouse 1 Capitole, 13 janvier 2014.

Marie-Pierre Rousseau, *Le président du gouvernement en Espagne*, Université Montesquieu - Bordeaux IV, 21 janvier 2006.

Joseph Pierre Effa, *La responsabilité pénale des ministres sous la V^e République*, Université Montesquieu - Bordeaux IV, 23 avril 2005.

MISSIONS À L'ÉTRANGER

Chili

Santiago du Chili, novembre 2000 (préparation d'une convention de coopération avec la Pontificia Universidad Católica, signée en septembre 2001).

Talca, avril 2001 (séminaire international *Defensor del Ciudadano o Defensor de los Derechos Humanos en América Latina y el proyecto chileno*, Universidad de Talca).

Santiago du Chili, avril 2003 (séminaire de recherche à la Pontificia Universidad Católica).

Santiago du Chili, janvier 2004 (VI^e congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel).

Colombie

Rionegro, septembre 2016 (conférence sur *L'évolution du droit constitutionnel français depuis le début des années 2000* à la Universidad Católica de Oriente)

Medellín, septembre 2016 (III^e séminaire international *Derecho procesal y justicia: oralidad y argumentación jurídica*, Red Interinstitucional para el Estudio del Derecho y la Justicia et Colegio de Jueces y Fiscales de Antioquia)

Bogota, novembre 2017 (cours de droit constitutionnel comparé en 2nde année de master de droit public à la Universidad Externado de Colombia)

Espagne

Saragosse, novembre 1999 (colloque *La pratique constitutionnelle en France et en Espagne de 1958 et 1978 à 1999*).

Salamanque, mai 2009 (jury de thèse).

Pérou

Lima, septembre 2005 (réunion du Réseau Raúl Porras Barrenechea de coopération universitaire franco-péruvienne ; participation à un séminaire doctoral).

PUBLICATIONS

OUVRAGES

Ouvrages individuels

2) *Président et régime présidentiel en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2018, 291 p.

1) *Le président des assemblées parlementaires sous la V^e République*, Paris, LGDJ, 1996, 632 p.

Directions d'ouvrages collectifs

- 8) *L'enfance et le droit en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2020, 260 p.
- 7) *Las comisiones de la verdad y reconciliación en América latina*, Bogotá, Editorial de la Universidad Externado de Colombia, 2017, 479 p.
- 6) *Expériences démocratiques et droit constitutionnel en Amérique latine. L'exemple du Brésil et du Chili*, Paris, L'Harmattan, 2017, 200 p.
- 5) *La laïcité en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015, 378 p.
- 4) *Les droits indigènes en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015, 312 p.
- 3) *Justicia constitucional, derechos humanos y democracia en América Latina*, Bogotá, Editorial de la Universidad Externado de Colombia, 2014.
- 2) *Le glaive et la balance. Droits de l'homme, justice constitutionnelle et démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2012, 360 p. (DOI : 10.5281/zenodo.4032149).
- 1) *La mémoire et le pardon. Les Commissions de la vérité et de la réconciliation en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2009, 274 p. (DOI : 10.5281/zenodo.4015900).

ARTICLES

- 37) « Introduction », in Felipe Calderon-Valencia et Manuela Escobar-Sierra (dir.), *Derecho público en los Estados Unidos de Colombia. Aproximaciones Críticas*, Medellín, Sello Editorial de la Universidad de Medellín, 2020, p. 13-16.
- 36) « Le droit de naître en Amérique latine », in Arnaud Martin (dir.), *L'enfance et le droit en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2020, p. 47-90.
- 35) « La mémoire historique en Espagne, ou le droit saisi par la politique », *Les ateliers de l'éthique / The Ethics Forum*, vol. 14 n° 2, 2019, p. 128-158 (DOI : 10.7202/1071135ar).
- 34) « La réforme du Parlement. Table ronde », in Florian Savonitto et Philippe Claret (dir.), *La réforme institutionnelle sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 143.
- 33) « L'expérience zapatiste et la question indigène au Mexique », *Pouvoirs*, n° 171, 2019, p. 85-96 (DOI : 10.3917/pouv.171.0085).
- 32) « Préface », in Daniel Lagrula, *Penser le politique. Structures et changement des idées politiques selon Jean-Louis Martres*, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 11-13.
- 31) « L'An I de l'accord de paix en Colombie », *Politeia*, n° 32, 2018, p. 117-151 (DOI : 10.5281/zenodo.4015317).
- 30) « Memoria, verdad y reconciliación », in Arnaud Martin (dir.), *La memoria y el perdón. Las comisiones de la verdad y la reconciliación en América Latina*, Bogotá, Editorial de la Universidad Externado de Colombia, 2017, p. 249-308.
- 29) « La pensée politique du Père Teilhard de Chardin (1881-1955) », *Politeia*, n° 30, 2016, p. 541-587 (DOI : 10.5281/zenodo.3881464).
- 28) « La verdad, la reconciliación y el derecho, o la justicia de transición y la justicia penal internacional entre complementariedad y competencia », *Temas procesales* (Medellín), n° 30, septembre 2016, p. 13-42 (DOI : 10.5281/zenodo.4051115).

- 27) « À propos de *Du néoconstitutionnalisme en Amérique latine*, de Carlos Bernal Pulido », *Politeia*, n° 29, 2016, p. 375-378.
- 26) « À propos de *Le droit des droits. De l'application des droits fondamentaux en Colombie au prisme du droit comparé*, de Carlos Bernal Pulido », *Politeia*, n° 27, 2015, p. 727-729.
- 25) « L'Amérique latine face aux défis de la laïcité », in Arnaud Martin (dir.), *La laïcité en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 7-24 (DOI : 10.5281/zenodo.4051230).
- 24) « La reconnaissance des droits indigènes en Amérique latine », in Arnaud Martin (dir.), *Les droits indigènes en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 11-72 (DOI : 10.5281/zenodo.4028054).
- 23) « Préface », in Manuel Nabais Ramos, *Le gouverneur civil au Portugal*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 13-14.
- 22) « Au confluent de deux rives. *In memoriam* Dmitri-Georges Lavroff (1934-2014) » (cosigné avec Emmanuel Sur et Marie-France Verdier), *Politeia*, n° 25, 2014, p. 13-18.
- 21) « La independencia de la justicia constitucional en América latina », in Arnaud Martin (dir.), *Justicia constitucional, derechos humanos y democracia en América Latina*, Bogota, Editorial de la Universidad Externado de Colombia, 2014, p. 233-294.
- 20) « Privatisation et régulation des services publics en Amérique latine », in *Espaces du Service public. Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, tome I, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2013, p. 403-420.
- 19) « L'indépendance de la justice constitutionnelle en Amérique latine », in Arnaud Martin (dir.), *Le glaive et la balance. Droits de l'homme, justice constitutionnelle et démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 153-192 (DOI : 10.5281/zenodo.4032106).
- 18) « Laicidade no Brasil », in Paulo Bonavides, Jorge Miranda et Walber de Moura Agra (coord.), *Comentários à Constituição Federal de 1988*, Rio de Janeiro, Editora Forense, 2009, p. 59-68.
- 17) « Mémoire, vérité et réconciliation », in Arnaud Martin (dir.), *La mémoire et le pardon. Les Commissions de la vérité et de la réconciliation en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 119-150 (DOI : 10.5281/zenodo.4015890).
- 16) « Les droits individuels dans la Constitution de Bayonne », *Revista internacional de los estudios vascos*, n° 4, 2009, p. 293-313 (DOI : 10.5281/zenodo.4040891).
- 15) « A impossível guerra justa », *Revista Brasileira de Estudos Constitucionais*, n° 6, 2008, p. 89-108.
- 14) « La consolidation démocratique en Amérique latine à l'aube du XXI^e siècle, une quête inaboutie », in *Démocratie et liberté : tension, dialogue, confrontation. Mélanges offerts à Slobodan Milacic*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 551-570.
- 13) « Le droit et les valeurs dans la pensée de Léon Duguit », in *La Constitution et les valeurs. Mélanges en l'honneur de Dmitri Georges Lavroff*, Paris, Dalloz, 2005, p. 455-469.
- 12) « L'arbitrage royal en Espagne », *Politeia*, n° 5, 2004, p. 403-416 (DOI : 10.5281/zenodo.4048706).
- 11) « Laïcité, sécularisation et migration en Europe occidentale », *Anuario Iberoamericano de Justicia Constitucional*, n° 8, 2004, p. 335-360 (DOI : 10.5281/zenodo.4048538).
- 10) « La réforme du statut des partis politique et la gestion de la question basque en Espagne », *Politeia*, n° 3, 2003, p. 29-60.
- 9) « Le principe de solidarité dans l'État autonome espagnol », in Dmitri Georges Lavroff (dir.), *La République décentralisée*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 67-86.
- 8) « L'exception d'inconstitutionnalité en Espagne et en France », in Francisco Fernández Segado (dir.), *The Spanish Constitution in the European Constitutionalism context*, Madrid, Dykinson, 2003, p. 1033-1057.

- 7) « Le statut indigène en Amérique ibérique », *Politeia*, n° 2, 2002, p. 187-205.
- 6) « La base électorale du bicaméralisme en France et en Espagne », in Dmitri Georges Lavroff et Manuel Ramírez Jiménez (dir.), *La pratique constitutionnelle en France et en Espagne de 1958 et 1978 à 1999*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2001, p. 107-119.
- 5) « El Mediador de la República en Francia », *Ius et Praxis*, 7 (1), 2001, p. 23-45.
- 4) « La planificación en Francia, renacimiento y transformación », *Revista de Derecho de la Universidad Austral de Chile*, décembre 2001, p. 7-21.
- 3) « La transacción administrativa en Francia », *Ius et Praxis*, 7 (2), 2001, p. 187-207 (DOI : 10.4067/S0718-00122001000200009).
- 2) « Stabilité gouvernementale et rationalisation du régime parlementaire espagnol », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 41, janvier-mars 2000, p. 27-66.
- 1) « Le Conseil supérieur de la magistrature et l'indépendance des juges », *Revue du droit public*, n° 3, mai-juin 1997, p. 741-781.

COMMUNICATIONS ORALES

- 17) « Brésil, 1964-1985 », journée d'études décentralisée de l'AFDC "*Dictatures*" et consultations électorales en Europe et aux Amériques, Université de Bordeaux, 28 novembre 2019.
- 16) « La Catalogne, futur élargissement de l'Union européenne ? », colloque *Les élections européennes et après ? Entre crises politiques et enjeux démocratiques*, Université de Bordeaux, 7-8 novembre 2019.
- 15) « La réforme du Parlement », colloque *Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace. Approche institutionnelle*, Université de Bordeaux, 14 mars 2019.
- 14) « La evolución del control de constitucionalidad en Francia », séminaire de recherches, Universidad Externado de Colombia (Bogota, Colombie), 17 novembre 2017.
- 13) « El sistema constitucional francés de la Quinta República », Universidad Cooperativa de Colombia (Medellín, Colombie), 18 mai 2017.
- 12) « La verdad, la reconciliación y el derecho », III^e séminaire international *El derecho procesal y la justicia: oralidad y argumentación jurídica*, organisé par la *Red Interinstitucional de Derecho Procesal y Justicia* et la *Universidad Cooperativa de Colombia*, Centre de conventions de Medellín, 27-28 septembre 2016.
- 11) « La dérive présidentieliste de la V^e République », colloque *Constitution : la V^e a 50 ans !*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 9 octobre 2008.
- 10) « Les droits individuels dans la Constitution de Bayonne », colloque *Les origines du constitutionnalisme et la Constitution de Bayonne de 1808*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR pluridisciplinaire de Bayonne, 4-5 juillet 2008.
- 9) « L'évolution de la V^e République vers un régime présidentieliste » ; colloque franco-brésilien *Analyse comparée des institutions constitutionnelles et administratives en France, au Brésil et dans certains pays africains*, organisé par l'Université Montesquieu-Bordeaux IV et l'Université catholique de Pernambuco, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 19 juin 2008.
- 8) « La naissance du capitalisme, du Moyen-âge au XIX^e siècle », Université Victor Segalen-Bordeaux 2, 10 avril 2008.
- 7) « Les théories du contrat social au XVIII^e siècle », Université Victor Segalen-Bordeaux 2, 26 avril 2007.
- 6) « Montesquieu », Université Victor Segalen-Bordeaux 2, 30 novembre 2006.

5) « Laïcité, sécularisation et migration en Europe occidentale », *VI^e Congrès mondial de droit constitutionnel*, Santiago du Chili, 12-16 janvier 2004.

4) « L'arbitrage royal en Espagne », colloque *Vingt-cinq ans de démocratie en Espagne (1978-2003)*, organisé par le Centre Morris-Janowitz (Institut d'Études Politiques de Toulouse), *FRA.M.ESPA* (CNRS, UMR 5136) et *Españ@31*, 27-29 novembre 2003.

3) « Le fonds de compensation interterritoriale et le principe de solidarité dans l'État autonome espagnol », séminaire international *La répartition territoriale des compétences en Europe*, Université Montesquieu - Bordeaux IV, octobre 2002.

2) « El Mediador de la República en Francia », séminaire international *Le défenseur du citoyen ou défenseur des droits de l'homme en Amérique latine et le projet chilien*, Université de Talca (Chili), mars 2001.

1) « La base électorale du bicaméralisme en France et en Espagne », colloque *La pratique constitutionnelle en France et en Espagne de 1958 et 1978 à 1999*, Université Montesquieu - Bordeaux IV et Université de Saragosse, novembre 1999.

DIVERS

ACTIVITÉS ÉDITORIALES

Directeur de la collection *Droit comparé* aux éditions L'Harmattan (2014-...), 15 volumes parus.

Directeur de la collection *Pensée politique* aux éditions L'Harmattan (2017-...), 2 volumes parus.

(choix des textes publiés, réalisation des prêt-à-clicher (correction orthographique et typographique, mise en page))

TRADUCTIONS (DE L'ANGLAIS, DE L'ESPAGNOL ET DU PORTUGAIS)

Ouvrages

Contributions à l'ouvrage collectif *L'enfance et le droit Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2020 (260 pages).

Contributions à l'ouvrage collectif *Expériences démocratiques et droit constitutionnel en Amérique latine. L'exemple du Brésil et du Chili*, Paris, L'Harmattan, 2017 (200 pages).

Carlos Bernal Pulido et Magdalena Correa Henao, *Justice, justice transitionnelle et forces militaires en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2017 (142 pages).

Contributions à l'ouvrage collectif *La laïcité en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015 (378 pages).

Contributions à l'ouvrage collectif *Les droits indigènes en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015 (312 pages).

Carlos Bernal Pulido, *Du néoconstitutionnalisme en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2015 (175 pages).

Carlos Bernal Pulido, *Le droit des droits*, Paris, L'Harmattan, 2015 (366 pages).

Contributions à l'ouvrage collectif *Le glaive et la balance. Droits de l'homme, justice constitutionnelle et démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2012 (360 pages).

Contributions à l'ouvrage collectif *La mémoire et le pardon. Les Commissions de la vérité et de la réconciliation en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2009 (274 pages).

Articles

Carlos Bernal Pulido, « Les stratégies judiciaires du constitutionnalisme transformateur pour réduire la pauvreté et les inégalités », *Sorbonne student law review*, 2 (2) 2019, p. 33-65.

Carlos Bernal Pulido, « Supprimons le pouvoir constituant dans la création constitutionnelle. Les limites conceptuelles du pouvoir de remplacer ou de réformer une constitution », *Politeia*, n° 34, 2018, p. 491-522.

Carlos Bernal Pulido, « La collaboration ouverte peut-elle renforcer la légitimité des processus d'élaboration de la Constitution », *Politeia*, n° 33, 2018, p. 471-496.

Carlos Bernal Pulido, « Constitutions sans constitutionnalisme et proportionnalité disproportionnée. Deux aspects du carrefour des droits fondamentaux dans le néoconstitutionnalisme », *Politeia*, n° 32, 2017, p. 519-543.

Carlos Bernal Pulido, « La migration du principe de proportionnalité à travers l'Europe », *Politeia*, n° 25, 2014, p. 469-501.

Carlos Bernal Pulido, « Le fondement et la signification de la doctrine de la *sustitución a la Constitución* en Colombie. Une analyse du contrôle de constitutionnalité des réformes constitutionnelles en Colombie », *Politeia*, n° 22, 2012, p. 571-592.